

ÉDITORIAL :

La question de l'Éducation et en particulier du Second degré, est bien, en ce début d'année 2014, au centre des débats et de l'action. Président, Gouvernement, Ministre, n'ont cessé d'affirmer depuis leur installation au pouvoir, que l'Éducation serait une priorité absolue. L'année 2013 a démenti ces belles déclarations à travers une politique qui n'a apporté aucune rupture avec la précédente : l'austérité accentuée par le Gouvernement a bel et bien frappé le Second degré. Les réformes contestées en collège et en lycée ont été maintenues, le management des établissements et des personnels renforcé, le déclassement de nos métiers s'est accéléré.



Le début de l'année 2014 vient encore conforter cette réalité :

Préparation de rentrée 2014 : alors que les effectifs élèves augmentent en collège et en lycée, les dotations en emplois sont dérisoires. C'est le cas dans l'académie de Versailles : la dotation ministérielle ne couvre pas les besoins et ne permettra pas de commencer à compenser les suppressions massives de postes depuis 2007.

Éducation prioritaire : le Ministère a toujours la volonté de réduire drastiquement le nombre d'établissements classés, de limiter les réseaux aux seules écoles et collèges (éviction des lycées) et de prendre comme « modèle » le dispositif ECLAIR.

Chantier Métiers : les discussions avec le Ministre V. Peillon mettent en évidence la volonté non pas de procéder à une reconnaissance généralisée des métiers, mais celle dans un budget contraint, de faire des économies (suppressions des heures de labo et de première chaire...) et de distiller via l'indemnitaire et le renforcement des pouvoirs des chefs d'établissement (autonomie locale, management,) une reconnaissance pour quelques-uns. Le Ministre tente ainsi d'imposer une conception des métiers enseignants assujettis aux hiérarchies locales et une autre définition de nos missions et de nos tâches.

Dans ses vœux aux Français, F. Hollande a clairement assumé la ligne libérale : favoriser le capital au détriment du travail à travers le Pacte de responsabilité qui donne de nouveaux cadeaux aux entreprises, alors qu'en guise d'étrennes, les Français ont vu une nouvelle amputation de leurs salaires nets et un alourdissement de la pression fiscale (TVA).

Pour le SNES, cette politique générale et éducative est inacceptable.

Dans le Second degré, les personnels qui vivent au quotidien des conditions de travail de plus en plus alourdies et dégradées, sont confrontés à une dévalorisation grandissante de leurs métiers, attirant une crise de recrutement aigüe.

La priorité est de revaloriser leurs conditions d'exercice et d'affectation et celles de leur rémunération (remise à plat de la grille indiciaire et hausse du point d'indice).

Le SNES continuera d'agir en ce sens.

Il appelle à la mobilisation, de tous dès maintenant, afin de construire collectivement et dans la durée, des actions d'ampleur, seules susceptibles de faire reculer le Gouvernement et de le contraindre à changer de politique.

Marie-Damienne Odent, Michel Vialle, Pascale Boutet co-secrétaires généraux

SOMMAIRE

P.1	: Éditorial et sommaire
P.2	: Collège
P.3	: Lycées, Langues Vivantes et CCF
P.4-5	: Métiers, missions, statuts et revalorisation
P.6-7	: Calendrier 2013-2014
P.8	: CIO et formation des maîtres
P.9	: Éducation prioritaire
P.10	: Suspendre son activité
P.11	: Avancement d'échelon des Certifiés
P.12	: Rentrée 2014 : l'asphyxie se poursuit